

VIE POLITIQUE, PRESSE ET OPINION EN MOSELLE AU XX^e SIÈCLE

L'étude de la vie politique en Moselle au XX^e siècle, si elle témoigne encore de zones d'ombre⁽¹⁾, a pu cependant être éclairée par des recherches de détail et cela notamment au niveau de travaux universitaires souvent négligés comme les mémoires de maîtrise. On se propose ici de présenter un certain nombre de résultats acquis par des mémoires que nous avons personnellement dirigés depuis une dizaine d'années, dans quelques directions un peu arbitraires mais variées autour de la politique proprement dite, mais aussi d'études de presse et d'opinion comme le Front Populaire ou les élections et référendums des débuts de la V^e République de 1958 à 1962. Mais ce pourrait être le cas de même pour les problèmes de l'opinion face à certains problèmes coloniaux de la France de la IV^e République ou de la construction européenne. Il ne s'agit donc pas d'une recension exhaustive des plusieurs dizaines de mémoires soutenus en Histoire Contemporaine dans ces directions, mais simplement, à partir d'un choix de certains thèmes, de montrer comment la connaissance historique a pu être enrichie par ces efforts. Ces entreprises laissent encore place à des lacunes et des vides, mais parviennent à constituer des approches sur certains thèmes que l'on peut regrouper en synthèses partielles⁽²⁾.

Front Populaire

Une période comme le Front Populaire a fait l'objet de recherches aboutissant à un ensemble déjà assez cohérent et qui sera enrichi. « La formation du Front Populaire en Moselle 1934-1936 »⁽³⁾ a fait l'objet d'un mémoire (Didier Kompa) qui retrace ses différentes étapes, la dernière étant celle de la lutte contre les décrets-lois dans le cadre de la campagne électorale de 1936. Mais l'étude montre bien qu'il s'est agi d'un rassemblement original, marqué par la domination quasi intégrale du Parti Communiste, force motrice, face à la faiblesse de la S.F.I.O. et qui tenta de conduire seul la politique unitaire. Cette union fut assez tardive et ne se réalisa que

1) A ce sujet : Jean-Claude DELBREIL, *L'historiographie politique de la Lorraine mosellane à l'époque contemporaine (et particulièrement au XX^e siècle)*, bilan de 15 années, dans *Colloque de Metz : L'Histoire Moderne et Contemporaine en Sarre-Lorraine-Luxembourg*, Metz, Cahiers C.R.H.C.U.M. n° 18, 1988, p. 171-184.

2) Nous n'utiliserons ici, sauf exception, que des mémoires dirigés personnellement, en remerciant leurs auteurs.

3) Didier KOMPA, *La formation du Front Populaire en Moselle 1934-1936*, 1985, 173 p. (mention Bien), sous la direction de M. Wahl.

par des pressions au sommet. Ce n'est qu'à la fin de 1935 que des liens commencent à être noués entre les différentes forces politiques constitutives du Front.

Dans une suite logique, ce sont « les élections législatives de 1936 en Moselle » qui ont été étudiées dans le mémoire de Christine Ciavarella⁽⁴⁾, mais dans un contexte assez vaste, politique, économique, social, qui permet d'en mieux expliquer les résultats. Ont été ainsi mis en évidence les aspects fondamentaux de « la crise en Moselle », avec ses conséquences sociales, les réactions de ces différentes catégories étant examinées au niveau de la presse locale. Les réactions face au contexte international n'ont pas non plus été négligées, à côté du rôle des ligues, des anciens combattants, des catholiques et des forces de gauche. Mais le rôle de la presse dominée par la Droite a été étudié, ainsi que celui des intérêts économiques autour de la sidérurgie par exemple, mais aussi des grandes associations agricoles. L'importance de la dimension religieuse a été également bien montrée, avec par exemple « l'action catholique ». Sur ces bases, la campagne a été conduite de façon assez vigoureuse dans les différentes circonscriptions, et tout d'abord par les Droites elles-mêmes, malgré leurs divisions entre l'U.R.L., elle-même divisée entre plusieurs tendances, les « chrétiens sociaux » plus proches en théorie d'un parti comme le P.D.P., l'Alliance démocratique, plus proche du Centre-Gauche, les indépendants, les agrariens. Cette Droite était un peu « éclatée » et la situation d'un homme comme Robert Schuman, un peu ballotté entre la « Fédération Républicaine » et le P.D.P. pouvait en témoigner. De plus se faisait sentir une influence des thèmes de l'extrême droite et des ligues. Quant aux partis du Front Populaire, ils sont allés à la bataille sur la base d'un simple accord de désistement pour le second tour, avec de plus l'appui d'une C.G.T. réunifiée. Mais on peut conclure cependant que les thèmes de la campagne n'ont guère été originaux, ni à Gauche ni à Droite, malgré un « durcissement » de cette dernière et l'utilisation des thèses de l'anticommunisme. En fait les conditions du scrutin d'arrondissement et les différences régionales à l'intérieur du département ont entraîné une certaine atomisation de la campagne et neuf batailles différentes manquées, notamment pour trois d'entre elles (Boulay, Sarreguemines et Sarrebourg), par l'existence du courant autonomiste.

Le premier tour a été marqué par une participation électorale assez forte (85 %) et une orientation nettement à Droite (68,2 % des exprimés), malgré une légère progression de la Gauche de 3

4) Christine CIAVARELLA, *Les élections législatives de 1936 en Moselle*, 1989, 220 p. (mention Bien).

points, 4 sièges étant emportés par la Droite au premier tour. L'U.R.L. reste le parti le plus influent et le P.C. devance une S.F.I.O. toujours très faible et les « indépendants de Gauche ». Après le second tour, la Droite demeure prédominante (8 élus sur 9). Les cartes de l'implantation des différentes tendances donnent la mesure des permanences, les élections n'ayant pas bouleversé la géographie politique du département. Les bastions de la Droite ont continué aussi à correspondre à des « fiefs de personnalités ». Les pesanteurs liées à la pratique religieuse ont continué à jouer, mais sans qu'il y ait corrélation totale. Des éléments sont apportés au sujet des relations entre les résultats électoraux et les catégories sociales, notamment pour les régions de mineurs. Malgré tout, les traditions politiques et culturelles ont plus compté que les structures sociales. Mais dans l'ensemble la Droite en Moselle avait bien endigué la poussée de la Gauche. Quant aux premières réactions face à la victoire nationale du Front, elles ont été inséparables du déclenchement des grèves, immédiatement dénoncées à Droite, comme les trois grands périls : rouge, extérieur et financier. Les grèves ont éclaté plus tard qu'ailleurs et ont duré moins longtemps, de la mi-juin à la mi-juillet. Elles ont fourni des prétextes à Droite contre la politique du Front, si elles ont aussi entraîné un gonflement des effectifs syndicaux. Mais si la crise économique avait donc un peu favorisé la poussée de la Gauche, celle-ci avait été très loin d'être suffisante pour menacer les positions acquises.

La Droite mosellane avait en tout cas refusé de « désarmer » devant le Front et c'est ce thème de « la Droite mosellane face au Front Populaire » qui a été abordé dans le mémoire de Valérie Decker⁵⁾. Cette étude amplement justifiée par la forte implantation de la Droite permet de suivre le cheminement des oppositions du Front dans le cadre d'une région majoritairement hostile. La Droite bénéficiait donc d'appuis spécifiques et de conditions favorables, ainsi au niveau de la presse et d'un journal comme *Le Lorrain*, même si son influence commence à décliner face à des concurrents plus dynamiques. L'appui des forces traditionnelles comme l'Église est également rappelé, ainsi que celui des forces économiques et des anciens combattants de l'U.N.C. Après les élections, la réaction de la Droite va se dérouler en plusieurs étapes, d'abord face à la « carence du pouvoir » en mai-juin 1936 et face aux grèves. La Droite mosellane est très tôt parmi ceux qui réclament un « redressement national » à l'époque du ministère Blum, et autour d'organisations comme le P.S.F., le « Front National du travail », « l'union paysanne », et surtout une organisation locale originale « le Front

5) Valérie DECKER, *La Droite mosellane et le Front Populaire 1936-1938 (A travers le journal Le Lorrain)*, 1991, 204 p. (mention Très Bien).

lorrain » créé en septembre 1936, mais qui paraît avoir fait obstacle en Moselle à l'essor du « Front de la liberté » de Doriot. Cela n'a pas empêché le maintien d'une attitude dure dans cette opposition et ceci face à « l'ouverture de la Droite à un Front Populaire élargi » sous les ministères Chautemps et Daladier.

Malgré tout, avec la chute de Blum, c'est « la fin d'un cauchemar » et les sympathies sont allées au-delà de la bienveillance à un mouvement comme la « Cagoule ». Les élections cantonales marquent une nouvelle étape dans le durcissement et la Droite mosellane est restée constamment alarmiste sur les dangers politiques suscités par le maintien au pouvoir du Front, même moins virulent. Le « retour à la confiance » n'a commencé à s'exprimer que de façon progressive à partir d'avril 1936 car, sur le plan économique et social, l'opposition est toujours restée très virulente, voire systématique, à l'égard de la politique du Front. Une mobilisation énergique s'était faite contre la vague de grèves, mais aussi contre « l'office du blé » et la « bolchévisation des campagnes ». La dévaluation est condamnée comme une « escroquerie » et la « semaine de 40 heures » est dénoncée pour ses répercussions économiques et financières. Le « conflit scolaire » en Moselle n'a fait qu'accentuer le climat d'exaspération. La nécessité est montrée de « retrouver la confiance » par un « retour au réalisme ». Mais la clairvoyance des analyses économiques n'a pas été évidente face à « l'impuissance » des gouvernements Chautemps et à la « faillite assurée » du second gouvernement Blum. Ce n'est qu'avec Daladier que l'on parle d'une « politique économique et sociale rassurante ».

Sur le plan extérieur et face à la politique étrangère du Front, si des « ingérences étrangères » sont dénoncées, ce sont d'abord celles de l'U.R.S.S., et notamment en Espagne, malgré la peur permanente de l'Allemagne. Globalement, il est fait appel à ce que l'on qualifie de « bon sens lorrain », pour le soutien d'une « politique d'alliance » et aussi de réarmement. Mais par ailleurs une sympathie se manifeste à l'égard de l'Espagne nationaliste, pendant que la recherche d'une entente avec l'Italie est toujours plus ou moins décrite comme nécessaire. A partir de l'*Anschluss*, un certain « néo-pacifisme » commence également à se révéler, marqué notamment par l'idée de « concessions possibles au nom de la paix », qui conduit à l'acceptation des accords de Munich comme d'une « victoire de la paix », avec les interrogations sur le sens politique, pour cette droite, de cette approbation.

Débuts de la V^e République

La période des débuts et de l'installation de la V^e République a fait l'objet de deux mémoires que l'on peut considérer comme

complémentaires, sur les consultations électorales de 1958 et 1962. Le premier, sur « le référendum de septembre et les élections de novembre 1958 en Moselle » (Patrick O'Reilly)⁶⁾, s'intéresse à la phase fondatrice sur le plan politique et électoral de la nouvelle république, avec le référendum qui a approuvé à une majorité massive le projet de constitution proposé par De Gaulle, puis les premières élections du nouveau régime. Il présente tout d'abord un bilan de la situation économique et sociale, et bien sûr politique, du département en 1958. Le référendum du 29 septembre a été marqué ici par une participation supérieure à la moyenne nationale (89 %) et une proportion de « Oui » également supérieure (89,6 % des exprimés, soit la 7^e place nationale). L'étude de la campagne montre l'implantation des forces politiques ayant pris position pour le « oui » (des républicains sociaux gaullistes à la fédération socialiste de la Moselle en passant par différents groupements para-politiques). Pour le « Non » n'ont pris position que le P.C., l'U.F.D., le « cartel mosellan pour la défense des libertés républicaines », la F.E.N., la C.G.T. La carte politique ne pouvait laisser de doute sur l'issue du scrutin, d'autant plus que la presse locale avait pris massivement position pour le « oui ». Les analyses fouillées de l'abstentionnisme montrent qu'il a été le plus fort dans les zones urbaines et industrielles. Les résultats ont montré une analogie entre les votes « non » et les pourcentages de la Gauche, mais avec une baisse sensible par rapport à celui de l'électorat communiste seul, la circonscription de Thionville étant la plus rétive avec 17 %.

Les élections législatives, deux mois plus tard, au scrutin uninominal d'arrondissement à deux tours, ont d'abord été marquées par un remaniement des circonscriptions en huit nouveaux arrondissements électoraux. Trois députés sortants sont élus au premier tour (Mondon du C.N.I., Schuman et Seitlinger, M.R.P.). L'influence des « personnalités politiques prépondérantes » avait été essentielle, appuyée par le type de scrutin. Un confusionnisme général est mis en évidence, de nombreux candidats se réclamant du gaullisme et l'U.N.R. se présentant en « parti du Centre ». Les résultats sont marqués, comme sur le plan national, par un taux d'abstention plus fort qu'au référendum. Les campagnes sont analysées par circonscription et jusqu'au niveau des cantons. Les conditions générales mettent en évidence que le P.C. a perdu plus de 50 % de ses suffrages par rapport à 1936, tandis que le M.R.P. est sorti renforcé de l'épreuve (37,9 %). L'U.N.R. devient la deuxième force politique du département (32 % avec les autres « gaullistes »). La Gauche

6) Patrick O'REILLY, *Le référendum de septembre et les élections de novembre 1958 en Moselle*, 1979, 288 p. (mention Très Bien).

est pratiquement écrasée (P.C. 10,4 %, S.F.I.O. 4,5 %). La Droite rafle tous les sièges (4 M.R.P., 2 U.N.R., 1 Union V^e Rép., 1 C.N.). La poussée gaulliste était considérable et plus forte que prévu, commençant à menacer les positions du M.R.P. et les indépendants.

La suite des événements va le prouver avec les consultations suivantes : celles de 1962 étudiées dans le mémoire de Sandrine Bize⁷⁾. Là encore, le travail dresse un bilan utile de la situation générale de la Moselle à la veille de ces consultations et à la fin de la guerre d'Algérie, et notamment la forte poussée gaulliste depuis les débuts de la V^e République, les référendums du 8 janvier 1961 et du 8 avril 1962, avec un Gaullisme supérieur à ses moyennes nationales. Le fait est aussi mis en évidence que la campagne électorale pour le référendum sur l'élection du Président de la République au suffrage universel ne s'est ouverte qu'assez tard, suivant les prises de position personnelles des principaux leaders. Mais la situation est moins claire qu'en 1956, les positions des partis traditionnels étant plus équivoques et l'unité étant rompue dans les partis sur la question posée. La campagne fut plutôt morne, malgré des résultats marqués par une proportion d'abstentions plus faible que la moyenne nationale (16,6 % contre 22,7 %). Les « Oui » l'emportent là encore avec une proportion supérieure à la moyenne nationale (86,3 % contre 61,7 %) (et même à la majorité des inscrits). Les arrondissements ruraux sont là aussi arrivés en tête pour les « oui » face aux circonscriptions urbaines et industrielles où les « non » ont obtenu de meilleurs scores. De façon globale, c'est cependant dans les cantons où le pourcentage de salariés de l'industrie était le plus fort que les « non » ont été plus nombreux. Le facteur religieux avait joué, de même que le facteur linguistique. La Moselle est devenue un des « bastions » nationaux du gaullisme face à la défaite des partis traditionnels.

Les élections de novembre sont marquées du côté gaulliste par le rôle de l'U.N.R. qui présente 6 candidats, à côté de 2 soutenus par « l'Association Nationale pour le soutien de l'action au Général de Gaulle » face à un « cartel des non » qui rassemble, là comme ailleurs, la S.F.I.O., le M.R.P., les indépendants (P.C. et P.S.U. en sont exclus). 5 députés sont élus au premier tour, 4 U.N.R. et 1 R.I., Raymond Mondon. Celui-ci et Joseph Schaff ont été les personnages les plus marquants de la campagne qui a vu mettre en avant le problème des institutions. Les querelles de personnes sont restées omniprésentes dans une campagne marquée par le rôle de la presse (le *Républicain Lorrain* ayant pris position officiellement

7) Sandrine BIZE, *Référendum du 28 octobre et élections législatives des 18 et 25 novembre 1962 en Moselle*, 319 p. + annexes, 1985 (mention Très Bien).

en faveur de l'U.N.R. et des indépendants gaullistes), mais aussi par l'influence croissante des médias. Les résultats sont marqués tout d'abord par une proportion plus forte d'abstentions qu'au référendum (27,6 %) avec les mêmes caractéristiques que l'on retrouve pour les zones urbaines et industrielles et les relations avec le facteur religieux. Les analyses par circonscription apportent des éléments utiles à la compréhension de la vie politique dans le cadre des « micro-régions » de la Moselle. Les résultats globaux, par rapport à ceux de 1958, sont marqués par une sorte d'inversion entre les partis de la Droite et du Centre. L'U.N.R. gaulliste avait cette fois 5 élus (contre 2), les indépendants-V^e République 2 (contre 1), le M.R.P. 1 seul (contre 5). La Gauche est à nouveau écrasée malgré une légère remontée du P.C. (10,4 % des suffrages), avec toujours une grande faiblesse de la Gauche non communiste (S.F.I.O. 1,8 %). Le M.R.P. est cette fois la grande victime de l'évolution politique (28,5 % des voix) et paie en partie son attitude équivoque lors du référendum. C'est une rupture dans la vie politique mosellane, et dont les démocrates-chrétiens ne se relèveront en fait jamais par la suite, pendant que le Gaullisme, dans ses deux formations, apparaît comme le grand vainqueur (54,4 %). La Moselle fait désormais figure de bastion gaulliste non seulement « référendaire » mais aussi « législatif », en y incluant la tendance des « républicains indépendants » autour de Mondon. La vague de fond gaulliste avait donc bouleversé la représentation politique et parlementaire de la Moselle et inauguré une ère qui durera une vingtaine d'années. La Gauche n'avait aucun élu.

Problèmes coloniaux

La période de la seconde après-guerre en France a été marquée non seulement par des problèmes politiques, économiques et sociaux mais aussi par des dimensions fondamentales comme celle des problèmes coloniaux d'une part ou de la construction européenne d'autre part. Le mémoire de Marc Ciavarella a été ainsi consacré au « *Républicain Lorrain* et la guerre d'Indochine 1945-1954 »⁽⁸⁾. Il étudie les réactions de ce qui était devenu le principal journal lorrain, face à cette guerre, avec tous les problèmes classiques bien sûr de l'étude de l'opinion, à travers un journal, à la fois créateur et reflet de celle-ci (tirage 153.000 exemplaires en 1954). C'est un journal dit « de grande information » et théoriquement « neutre », mais dont les sympathies à l'égard du gaullisme ont été très vite

8) Marc CIAVARELLA, *Le Républicain Lorrain et la guerre d'Indochine, 1945-1954*, 1989, 275 p. (mention Bien). Un autre mémoire a été dirigé par M. Alfred Wahl : Lucien BENEDETTI, *Le Lorrain et la guerre d'Indochine*, 1989, 127 p. (mention Bien).

évidentes, face à un *Lorrain* en déclin, plus proche de la Droite traditionnelle et du M.R.P., et à *L'Est Républicain*. L'étude est organisée en trois grandes parties chronologiques, « du coup de force japonais à la solution Bao-Dai », « l'Indochine, clef de voûte de la défense du Sud-Est asiatique », « la fin de la guerre ». Elle met en évidence le fait que, dans la première période du moins, le journal s'en est tenu surtout à des « informations » et des « communiqués officiels », si bien que l'on pourrait parler pour cette première phase d'une « guerre oubliée ». Mais déjà s'est révélé le fait que l'on acceptait un « nationalisme vietnamien » qui serait « libéré de la tutelle révolutionnaire du Viet-Minn ». Dès le début, la dimension idéologique a été fondamentale dans le cadre de la Guerre Froide, face à la montée des communistes en Chine et à ses conséquences pour l'Indochine. Progressivement, et à partir de 1949 surtout, l'Indochine est devenue pour le *Républicain Lorrain* une clef de la défense du Sud-Est asiatique et un « front de la Guerre Froide ». La France est devenue « le soldat du monde libre » pour « barrer la route à la mainmise étrangère ». Face aux U.S.A. au moment de la guerre de Corée, on dénonce cependant « l'anticolonialisme américain ». « L'année de Lattre » et le redressement militaire un temps opéré sont suivis avec attention et une certaine illusion, même si les échecs militaires à partir de 1951-1952 créent un certain scepticisme.

La question est posée de savoir si l'on doit continuer une guerre dont le poids est de plus en plus lourd, mais on conclut que l'on ne doit pas abandonner l'Indochine pour ne pas miner la cohésion de l'Union Française. Les Américains doivent continuer à aider la France et l'on estime en 1953 qu'ils ont enfin « ouvert les yeux ». Mais l'évolution des événements rend bientôt vaines toutes les illusions. C'est l'entrée dans l'ère décisive des grands effondrements et bien entendu le désastre de Dien Bien Phu. Les thèmes classiques sont repris sur « l'héroïsme de nos combattants » en même temps que l'on réclame d'urgence une intervention américaine. Cela n'empêche pas les négociations de Genève après la conférence de Berlin décrite comme « un important succès diplomatique français ». Si, au début, on envisage un échec possible de la conférence et aussi de Pierre Mendès-France, pour lequel on n'éprouve guère de sympathie, le *Républicain Lorrain* finit par se demander si un règlement du problème indochinois est possible vers un « accord honorable ». Mais des voix s'élèvent néanmoins dans le journal contre le « Munich asiatique » et le « recul de l'occident » (Rémy Roure). C'est un sentiment de lassitude qui dès lors prédomine, l'attention se portant sur des questions comme celles des prisonniers français et de l'évacuation des civils vers le Sud. Les conséquences de cette fin tragique sont aussi vues pour ce qui reste désormais de l'Union

Française. L'étude montre que si cette guerre a été effectivement plus ou moins « oubliée » jusqu'en 1948, ce ne fut pas le cas pour la période 1949-1954 où elle a retenu l'attention du journal et sans doute de l'opinion. Quant à la question de « l'objectivité » du *Républicain Lorrain* face à cette guerre, celle-ci a été sans doute dans la moyenne de la « presse d'information » française et cela en tenant le même discours que les principaux dirigeants politiques français.

La même problématique d'une étude de presse et d'opinion a été appliquée dans le mémoire de François Lemoine⁹⁾ consacré aux problèmes du Maroc et de la Tunisie, mais à travers deux journaux : le *Républicain Lorrain* et *Le Lorrain* (bientôt d'ailleurs repris en 1949 par *L'Est Républicain*), ce qui permet de broser un panorama idéologique plus vaste et plus comparatif, même si la disproportion des tirages entre les deux journaux s'est aggravée sur toute la période. Cette étude pose aussi bientôt les problèmes des rapports entre presse et opinion, mais aussi de la spécificité de l'intérêt de la presse régionale face à des problèmes extra-métropolitains. Elle tente également de s'appuyer sur des éléments statistiques et les courbes concernant la place des problèmes étudiés (articles classés en « éditoriaux », « chroniques », « enquêtes » et « comptes rendus » avec des histogrammes précis montrant la « pointe » de cet intérêt en 1955). Trois grandes parties chronologiques étudient cette évolution, « de l'échec de l'Union Française aux premières revendications nationales », « la crise entre la France et ses protectorats », « du terrorisme à l'indépendance ».

Les problèmes difficiles de l'après-guerre sont ici bien vus face à la « mystique coloniale » et au « conservatisme », malgré des différences entre « l'inquiétude coloniale » du *Républicain Lorrain* et la « croisade » du *Lorrain*. Les conséquences des émeutes de Setif en Algérie en 1945 et du « statut » de 1947 apparaissent et dans ces conditions la « montée du nationalisme » à partir de 1950, aussi bien au Maroc qu'en Tunisie, est assez bien perçue dans les deux journaux, malgré une tendance à nier en quelque sorte leur droit à l'existence. L'aggravation de la crise avec ces protectorats donne lieu à beaucoup d'incompréhension au milieu des différents épisodes qui sont suivis de près, comme la déposition du Sultan du Maroc en 1953, approuvée cependant avec une certaine réserve du *Lorrain* face à l'enthousiasme du *Républicain Lorrain*. Les différences d'orientation entre les deux journaux sont désormais un peu

9) François LEMOINE, *L'opinion régionale et les problèmes de la décolonisation de la Tunisie et du Maroc à travers le Républicain Lorrain et Le Lorrain 1945-1956*, 1989, 280 p. (mention Bien).

inverses de ce qu'elles étaient au début de la période, *Le Lorrain* s'orientant assez vite vers l'idée de la nécessité d'un changement de politique en Tunisie. Dans cette période, la presse régionale a malgré tout plutôt suivi avec retard les évolutions de l'opinion et elle était mal préparée à percevoir la profondeur des revendications nationalistes. Ce n'est que dans la première période qu'elle est amenée peu à peu à accepter l'idée du dialogue. C'est aussi à ce moment que la part rédactionnelle consacrée à ces problèmes est plus importante, aussi bien face à la signature des « conventions franco-tunisiennes » que sur « la crise finale » du problème marocain. Une « lassitude » est bien montrée dans les deux journaux jusqu'à la « liquidation ». Mais en 1955-1956, le conflit en Algérie avait joué pour une bonne part dans le « comportement de l'opinion régionale en faveur de la liquidation des conflits dans les protectorats ». Cette presse n'a pas eu une position vraiment originale sur ces problèmes. *Le Républicain Lorrain* représentait une certaine « Droite autoritaire » qui a suivi les évolutions gaullistes et *Le Lorrain* légitimiste avait connu une évolution « libérale » après 1950. Une certaine « mystique coloniale » était apparue, la colonisation étant comprise au début comme une « mission d'évangélisation » pour *Le Lorrain* ou « d'accession à la dignité humaine » pour le *Républicain Lorrain*. L'idée de la décolonisation n'a été acceptée que de façon progressive et d'abord par *Le Lorrain* plus ouvert à une politique de réformes. La perception des mouvements nationalistes n'a pas été absente, mais elle a coexisté jusqu'en 1954 avec l'idée de la nécessité d'une mission, d'une lutte contre le communisme, tout cela ayant conduit, comme pour l'Indochine, à une acceptation résignée des évolutions en 1955-1956.

La construction européenne

A côté des problèmes coloniaux, les questions liées à ce que l'on appelle la « construction européenne » ont été aussi une des grandes dimensions sur lesquelles s'est porté l'intérêt de l'opinion et de la presse. Pour une région comme la Lorraine, elle pouvait susciter un intérêt plus vif qu'ailleurs. Le mémoire de Nathalie Fraslin sur « La presse mosellane et la construction européenne de l'échec de la C.E.D. aux Traités de Rome »⁽¹⁰⁾ envisage ainsi les réactions dans une phase historique très importante. C'est en effet sur les bases de l'échec de la C.E.D. en 1954 que l'évolution européenne allait reprendre, et elle est suivie ici essentiellement encore à travers le *Républicain Lorrain* et *Le Lorrain*. Le premier, de

10) Nathalie FRASLIN, *La presse mosellane et la construction européenne de l'échec de la C.E.D. aux Traités de Rome*, 1988, 172 p. (mention Bien).

sensibilité gaulliste, allait témoigner de plus de réticence face à la construction de l'Europe que *Le Lorrain*, plus proche des idées du M.R.P., le parti par excellence de l'Europe et de Robert Schuman. C'est ici d'abord la question du « règlement du contentieux franco-allemand » après 1954 qui a recueilli l'attention de cette presse, autour de trois problèmes principaux : le réarmement allemand, la Sarre et la canalisation de la Moselle. Le rejet de la C.E.D. n'avait d'ailleurs entraîné « ni débordement de joie » dans les colonnes du *Républicain Lorrain* qui lui était plutôt hostile, ni « attermoiement sans fin » du *Lorrain* plutôt favorable, mais la nécessité d'un réarmement allemand sans C.E.D. allait aussi être dure à faire accepter à l'opinion mosellane en particulier, et cela comme un « pis aller ». Mais, tandis qu'au *Lorrain* on aurait souhaité qu'il s'effectue dans une véritable construction européenne pour le contrôler, au *Républicain Lorrain* on l'a aussi jugé nécessaire face au danger russe et pour faire assurer à l'Allemagne la charge de la défense de l'Occident.

Le règlement du problème sarrois a aussi été suivi avec attention, et notamment le référendum de 1955. Après le résultat, si *Le Lorrain* tend à excuser le refus sarrois d'une Europe qui n'existe pas encore, au *Républicain Lorrain* c'est plutôt l'inquiétude qui monte. Mais cela n'empêche pas le rattachement de la Sarre à l'Allemagne, même si au *Républicain Lorrain* on déclare regretter le manque de fermeté du gouvernement français. Le règlement définitif du problème, accepté là encore avec une certaine résignation et une certaine amertume, avait été parallèle et lié à celui de la « canalisation de la Moselle » dont on attendait beaucoup pour l'économie locale, les industriels la réclamant depuis longtemps mais en s'opposant à ceux de la Ruhr. L'accord de 1956 est accueilli comme une sorte de « compensation ». C'est sur ces bases que l'on s'oriente malgré tout vers une phase plus décisive de la continuation européenne, avec la « relance européenne » depuis la conférence de Messine. Mais au *Républicain Lorrain* tout d'abord, l'idée d'une « Europe à six » est vivement combattue, et on ne l'accepte que de façon progressive jusqu'à la signature des Traités de Rome. Ce n'est qu'après que se marque une évolution du *Républicain Lorrain* qui, après avoir réclamé une adhésion de la Grande-Bretagne à toute organisation pour contrebalancer l'Allemagne, finit par accepter cette « petite équipe ». Malgré tout, sur cette période, le *Républicain Lorrain* est resté marqué par une certaine germanophobie, l'évolution n'ayant été acceptée que progressivement et à contre-cœur, notamment face au danger russe. *Le Lorrain* a prôné plutôt les thèmes de la réconciliation franco-allemande, mais avec l'idée d'un contrôle. Face à la C.E.E., les réticences du *Républicain Lorrain* « se sont maintenues à l'égard d'une « Europe des six »

dominée par un tête-à-tête franco-allemand et on lui a préféré l'U.E.O. Une évolution importante a cependant commencé en 1957, grâce à l'arrivée d'une autre équipe journalistique. Le contraste était demeuré jusque là important avec *Le Lorrain* qui avait évoqué très tôt la nécessité d'une Europe forte et dotée d'institutions supranationales efficaces. Les deux grands courants d'une Droite divisée sur l'Europe s'étaient vérifiés, une tendance nationaliste et germanophile et une tendance démocrato-chrétienne dont les sentiments pro-européens avaient aussi des racines historiques.

L'étude de Corinne Clerc sur « Les problèmes européens à travers le *Républicain Lorrain* sous le mandat Pompidou 1969-1974 »⁽¹¹⁾ porte une période postérieure à la phase « gaullienne » elle-même. La situation d'une « Europe en crise » en 1968-1969 est d'abord montrée ici comme point de départ avec « l'héritage gaulliste ». Cette étude se limite donc à ce qui était devenu pratiquement alors le seul quotidien en Moselle. Mais elle a le mérite de montrer les évolutions, à travers le journal, de l'opinion vers une sorte de « consensus mou » à l'égard de l'Europe. Le *Républicain Lorrain* met ainsi en évidence, quoiqu'avec prudence, le « ton nouveau » sur les questions européennes et la « relance communautaire » amorcée par Pompidou et Maurice Schumann. Il se prononce aussi en faveur de ce qu'on appelle « un axe Paris-Bonn rénové » et une nouvelle étape de la coopération. Cependant les premiers échecs sont bien perçus, tant pour « l'Europe verte » que sur le plan monétaire, le *Républicain Lorrain* s'efforçant d'adopter une attitude « pédagogique » à l'égard de ses lecteurs. La conférence de La Haye est saluée comme « un grand pas en avant » et un « Adieu à De Gaulle », un préalable à l'approfondissement du Marché Commun. C'est aussi la question de son « élargissement » qui est à l'ordre du jour, et notamment à la Grande-Bretagne qui est souhaité. Mais en 1971 la « tempête monétaire » conduit à un « coup d'arrêt à l'optimisme » jusqu'en décembre 1972. Si l'on veut toujours faire confiance à une « Europe élargie » qui pourra devenir une super-puissance, on voit aussi les « aspects contradictoires de l'élargissement ». Sur le référendum d'avril 1972, le journal (avec G. Suffert) adopte une attitude nuancée. On voit bien ce que l'on appelle « l'Europe des malaises » et les « contradictions de l'Europe verte ». La question est posée de « l'Europe des régions ». A partir de janvier 1973 et de l'adhésion britannique, c'est l'étape des « difficultés du renforcement de l'Europe élargie ». La crise pétrolière à la fin de l'année est vue comme un « révélateur » pour l'Europe.

11) Corinne CLERC, *Les problèmes européens à travers le Républicain Lorrain sous le mandat Pompidou 1969-1974*, 174 p. + annexes, 1989 (mention Bien).

Mais, comme en 1969, le thème est relancé au début de 1974 qu'il faut passer de « l'enlèvement » à un « espoir de relance ». Après la disparition de Pompidou et la démission de Brandt, le *Républicain Lorrain* veut croire qu'avec le « nouveau tandem » Giscard-Schmitt, la relève est assurée. En tout cas, sur toute cette période, et malgré de nombreuses analyses, celles-ci ont manqué de ligne directrice affirmée même si une évolution s'est faite vers l'idée de la nécessité d'une Europe politique face à un monde plus difficile. « L'obsession allemande » s'est par ailleurs un peu atténuée face à d'autres problèmes. Mais le journal a suivi là encore les évolutions d'ensemble, le problème commençant à se poser à travers lui des « médias » d'information de masse en tant que véhicules d'opinion.

Jean-Claude DELBREIL